



DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° : 2024-10-53

Nombre de membres composant

le Conseil Municipal : 33

Membres en exercice : 32

L'AN DEUX MILLE VINGT QUATRE, LE DIX- HUIT OCTOBRE

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

Date de convocation :

12 octobre 2024

Date d'affichage :

12 octobre 2024

Présents : Jean-Michel GENESTIER, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Michel BARRIERE, Noëlle SULPIS, Arlette ACOCA, Gilbert MINELLI, Michel NUGUES, Patricia BIZOUERNE, Nicolas REDON, Steve EGOUNLETI, Thomas VAUTRIN, Nathalie RIBEMONT, Nicolas CUADRADO, Nicolas RONDEPIERRE, Corinne RAOULT, Michel ROUBY, Patricia DJOSSOUVI, Jocelyne PAIGNON, Olivier BELLATON, Bernard CACACE, Didier BELOT, Lydia TCHARLAIAN, Pierre-Marie SALLE

Absents et représentés : David PEREIRA (pouvoir à Lydia TCHARLAIAN), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT), Sacha CAUDRON (pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Marc LAMBLIN (pouvoir à Bernard CACACE)

SECRÉTAIRE DE SEANCE : Thomas VAUTRIN

Objet :

ÉLECTION D'UN ADJOINT AU MAIRE

RAPPORTEUR : Monsieur le Maire

NOTE DE SYNTHÈSE :

Par délibération n° 2024-10-52 en date du 18 octobre 2024, le Conseil municipal a fixé à sept le nombre de postes d'adjoints au Maire.

Ainsi, il convient d'élire un nouvel adjoint.

Les candidatures suivantes ont été enregistrées :

Didier BELOT et Thomas VAUTRIN.

Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20241028-2024-10-53-DE
Date de réception préfecture : 28/10/2024

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, son article L 2122-7, il est rappelé que l'élection du Maire et des Adjoints se déroule par scrutin secret à la majorité absolue. Si après 2 tours de scrutin, le candidat n'a pas obtenu la majorité absolue, il est alors procédé à un 3^{ème} tour et l'élection a lieu à la majorité relative.

Deux Conseillers Municipaux sont désignés en qualité d'assesseurs : Didier GERVAIS ET Lydia TCHARLAIAN.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2122-7, L 2122-8, L 2122-12, L 2122-15, L 2122-18 et R 2121-2;

VU les Délibérations n°2020-07-007 et n°2020-07-009 en date du 5 juillet 2020 portant, respectivement, élection du Maire et des Adjoints,

VU les Délibérations du Conseil Municipal n°2021-11-044 en date du 22 novembre 2021, n°2022-04-22 en date du 14 avril 2022, portant élections d'adjoints,

VU les délibération n° 2022-10-48 et 2022-10-49 en date du 10 octobre 2022 portant élection de deux nouveaux maires adjoints,

VU la délibération n° 2024-03-21 en date du 23 mars 2024 portant sur la modification du tableau des adjoints,

Vu la délibération n°2024-10-52 du 18 octobre 2024 portant sur la modification du nombre d'adjoints,

CONSIDERANT l'avis de la Commission vie municipale réunie le 9 octobre 2024

CONSIDERANT la vacance de poste d'adjoint

CONSIDÉRANT la nécessité d'élire un nouvel adjoint au Maire,

CONSIDÉRANT que Lydia TCHARLAIAN et Didier GERVAIS sont nommés assesseurs

LE CONSEIL MUNICIPAL

A procédé à l'élection d'un adjoint au Maire.

Au 1er tour de scrutin, le dépouillement des bulletins de vote a donné les résultats suivants :

- Nombre de bulletins trouvés dans l'urne.....	32
- Bulletin blanc.....	3
- Bulletin nul.....	0
- Nombre de suffrages exprimés.....	29

DECIDE qu'après avoir été élu adjoint au Maire par 15 voix contre 14 pour Didier BELOT, Thomas VAUTRIN a été immédiatement installé. Son nom est inscrit au Tableau du Conseil municipal.

MET à jour l'ordre du tableau des adjoints comme suit :

1 ^{er} adjoint	RATEAU Chantal
2 ^{ème} adjoint	CHARNI Montasser
3 ^{ème} adjoint	CORDONNIER Marie-Thérèse
4 ^{ème} adjoint	GERVAIS Didier
5 ^{ème} adjoint	BEAUFREMEZ Sonia
6 ^{ème} adjoint	SONRIER Annie
7 ^{ème} adjoint	VAUTRIN Thomas

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an
susdits (au registre suivent les signatures),
POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-Michel GENESTIER,
Le Maire



La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.